

PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE
de mise en demeure à l'encontre de la SA DARRIS
sur la commune de l'Isle Jourdain

Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables modifié par l'arrêté du 23 février 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 1987 autorisant la société DARRIS à exploiter des installations de stockage de céréales et de conditionnement au lieu-dit « Engirette » sur le territoire de la commune de l'Isle Jourdain,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 2010 imposant des prescriptions plus contraignantes, le site étant classé Silo à Enjeux Très Important (SETI) ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 septembre 2010 suite à la visite d'inspection réalisée le 21 septembre du site exploité par la SA DARRIS sur le territoire de l'ISLE JOURDAIN ;

Considérant que les installations de manutention des cellules de 500 tonnes ne sont pas asservies au système d'aspiration avec un double asservissement, conformément à l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire sus-visé ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions techniques annexées à l'arrêté complémentaire du 11 mars 2010, ainsi que de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société anonyme DARRIS, est mise en demeure **sous un délai de deux mois**, pour l'activité de stockage de céréales qu'elle exploite sur la commune de l' ISLE JOURDAIN :

- de procéder au double asservissement des installations de manutention au système d'aspiration des cellules de 500 tonnes, conformément à l'article 15 de l'arrêté complémentaire du 11 mars 2010.

ARTICLE 2 :

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement (consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité), indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (Villa Noulbos – Cours Lyautey -BP 543- 64010 PAU CEDEX).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur l'inspecteur des installations classées de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le Maire de l'Isle Jourdain.

Fait à Auch, le 9 novembre 2010

Pour le préfet,
le secrétaire général

Signé : Serge GONZALEZ